

Sensorion

Assemblée générale mixte du 31 mai 2018

Quinzième résolution

**Rapport du commissaire aux comptes sur l'émission de bons de
souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de
souscription au profit d'une catégorie de personnes**



Sensorion

Assemblée générale mixte du 31 mai 2018
Quinzième résolution

Rapport du commissaire aux comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'un nombre maximal de 500.000 bons de souscription d'actions (BSA 2018), réservée (i) aux personnes titulaires d'un mandat d'administration ou membre de tout organe de surveillance ou de contrôle ou de comité d'études ou exerçant les fonctions de censeur au sein de la société, (ii) aux consultants ou dirigeants ou associés des sociétés prestataires de services de la société ayant conclu une convention de prestation de consulting ou de prestations de services avec cette dernière en vigueur au moment de l'usage de la présente délégation par le conseil d'administration, (iii) à tout salarié et /ou dirigeant de la société, ou (iv) à toute personne participant de manière significative au développement scientifique ou économique de la société au moment de l'usage de la présente délégation par le conseil d'administration, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Chaque BSA 2018 donnerait le droit à son titulaire de souscrire à une action ordinaire de € 0,10 de valeur nominale à un prix d'exercice déterminé par le conseil d'administration.

L'ensemble des actions résultant de l'exercice des BSPCE, BSA, options de souscription ou d'achat d'actions et actions gratuites détenues par les salariés, dirigeants, mandataires sociaux et consultant ne pourra représenter plus de 15 % du capital social sur une base totalement diluée, telle que définie dans le rapport du conseil d'administration.

Le montant maximal de l'augmentation du capital social susceptible de résulter de cette émission s'élève à € 50.000.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de dix-huit mois la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

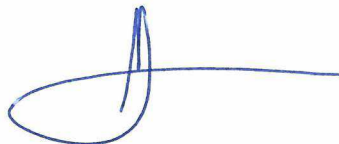
Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observations à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Montpellier, le 15 mai 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Marie-Thérèse Mercier